

# COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE

## COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

### ELUS REFERENTS :

#### Commission Education :

- Lionel BENHAROUS, Maire des Lilas (93)
- Chantal BRAULT, Première adjointe au maire de Sceaux (92)
- Marie-Line PICHERY, Maire de Savigny-le-Temple (77)

#### Commission Démocratie locale :

- Eric BERDOATI, Maire de Saint-Cloud (92)
- Hervé CHARNALLET, Maire d'Orgeval (78)
- Anne GBIORCZYK, Maire de Bailly-Romainvilliers (77)

## SUJET

### Impliquer les jeunes dans la citoyenneté

#### CONTEXTE :

Le baromètre 2020 de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) est riche d'enseignements en matière d'implication des jeunes de 18 à 30 ans dans la vie de la cité.

- ✓ **Engagement bénévole en hausse** chez les jeunes : en 2020, 40% des jeunes se sont investis bénévolement dans une association. Cette tendance est en hausse pour la 3<sup>e</sup> année consécutive.
- ✓ 19% des jeunes indiquent avoir participé à des manifestations, grèves ou occupations.
- ✓ En revanche, ils **délaissent les modes de concertation publique classiques**. Ils sont notamment restés en retrait du grand débat national organisé à la suite de la mobilisation des « gilets jaunes ».

Les jeunes témoignent globalement d'une forte défiance envers le système politique, et ce qu'elle que soit leur situation sociale et économique. Plus d'un jeune sur deux (52%) estime que les élus et dirigeants politiques seraient corrompus (enquête CEVIPOF).

Ils se mobilisent néanmoins suivant des modalités et autour de thématiques propres à leur génération (marches pour le climat, collages féministes, mouvements antiracistes...). Les jeunes qui se mobilisent le plus sont généralement diplômés de l'enseignement supérieur (ou en études supérieures), avec des situations plus stables. Les jeunes en retrait de la vie sociale et en difficulté économique s'engagent moins que les autres.

A partir de ces constats, il est intéressant de s'interroger sur la manière dont les communes peuvent favoriser l'implication des jeunes dans la citoyenneté au niveau local, selon des modalités qui leur sont adaptées, et de manière à (re)donner confiance dans l'action publique.

- **L'ANACEJ** accompagne les collectivités territoriales dans la mise en place de démarches de participation avec des enfants et des jeunes.

- **Démocratie ouverte** est un collectif d'innovation démocratique qui accompagne de nombreux acteurs dans la mise en place de démarches participatives. Démocratie ouverte

## COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

travaille actuellement sur un projet de participation des jeunes de l'Aide sociale à l'enfance avec le Département de Seine-Saint-Denis dans le cadre des Jeux de Paris-2024.

- **Tous élus** forme et accompagne des milliers de jeunes citoyens, notamment en zones périurbaines et rurales, pour qu'ils s'investissent en politique et fassent entendre leur voix. Un dispositif spécifique a notamment été mis en place dans le cadre des dernières élections municipales.

### OBJECTIFS :

- ✓ Réfléchir à la manière dont les collectivités peuvent **inciter les jeunes à s'engager** dans des actions citoyennes au niveau local, selon les modalités adaptées.
- ✓ Présenter des **initiatives** visant à impliquer les jeunes dans la vie publique.
- ✓ Echanger des **bonnes pratiques**.

### LES INTERVENANTS :

#### Première intervention :



**Marie-Pierre PERNETTE**, Déléguée générale de l'ANACEJ

#### Deuxième intervention :



**Alexis DESVAUX**, Démocratie ouverte

**Julie CAYEUX**, Chargée de projet au sein de la Délégation aux Jeux Olympiques et Paralympiques du Département de la Seine-Saint-Denis

#### Troisième intervention :



**Audrey FORTASSIN**, Directrice Générale de l'association « Tous élus »

# COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE

## COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

### POINTS PRINCIPAUX DES INTERVENTIONS ET DES ECHANGES :

- **Introduction de la séance par les élus référents :**

**Hervé Charnallet** souhaite la bienvenue à tous les participants. Mixer le sujet de la jeunesse à celui de la démocratie locale est intéressant : dans quelques semaines auront lieu les élections régionales. Elles vont sans doute connaître des records d'abstention, notamment chez les jeunes. Le débat est donc très utile à mener. Que signifie la citoyenneté pour les jeunes ? Pour eux, faire de la politique est presque un gros mot. Manifestement, une étape a été ratée.

**Anne Gbiorczyk** remercie également tous les participants à cette séance. Si au cours des dernières réunions les difficultés à mettre en place la démocratie participative ont été évoquées, le choix qui a été fait était de terminer en étant tournés vers l'avenir et en évoquant le sujet de la jeunesse. Bien que les jeunes se détournent de la politique au sens traditionnel, ils sont prêts à s'engager sur certains sujets qu'ils ne considèrent pas comme politiques mais qui en réalité le sont.

- **Intervention de Marie-Pierre Pernette, Déléguée générale de l'ANACEJ :**

Pour la jeunesse, la situation est effectivement assez paradoxale : d'un côté on constate un fort rejet du vote durant les élections, de l'autre la participation des plus jeunes aux conseils municipaux fonctionne bien. Les chiffres montrent en effet que la jeunesse a envie de s'engager, de faire du bénévolat, de mener des actions solidaires.

**L'ANACEJ** est née en 1991, sur une idée partagée par des élus et des associations, selon laquelle il est nécessaire de **donner la parole aux enfants et aux jeunes en développant des espaces d'expression afin qu'ils puissent donner leur vision de la citoyenneté**. Si aujourd'hui la jeunesse est critique envers le monde politique, leurs connaissances se limitent parfois aux affaires médiatisées. La volonté de l'ANACEJ est aussi de **faire connaître aux jeunes la chose publique**.

Depuis longtemps, les collectivités se rendent compte qu'il y a un besoin de dialoguer et de transmettre : l'élu est sensible au fait de développer l'engagement chez l'autre. **Les conseils municipaux d'enfants (CME) et les conseils municipaux de jeunes (CMJ) se développent sur tout le territoire**, dans les petites comme dans les grandes villes, en métropole comme en outre-mer. L'objectif de l'ANACEJ n'est pas d'obliger les communes à mettre ces conseils en place, mais plutôt de les informer et d'accompagner les élus lorsqu'ils décident de le faire. L'Ile-de-France n'est pas en reste et les conseils y sont pérennes.

Au fil du temps, le constat qui a été fait est que ces conseils ne peuvent répondre à toutes les problématiques. Ils sont en effet constitués uniquement par des petits groupes d'enfants. D'autres formes de participation ont donc été développées avec différents acteurs. L'objectif est notamment de faire du plaidoyer : donner la parole aux enfants et aux jeunes est un droit qui leur est reconnu et permet de dynamiser la démocratie. Pour

## COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

mener à bien ses missions, l'ANACEJ est notamment composée d'une équipe permanente experte de la participation. Les rencontres entre enfants, professionnels et élus sont favorisées : **la participation ne se décrète pas, il est important d'échanger sur le sujet pour comprendre les enjeux.**

D'autres moyens sont donc utilisés : assises, modes de concertation plus souples tels que les balades urbaines, budgets participatifs... **Il y a autant de CME, de CMJ et de budgets participatifs que de communes qui les ont adoptés.** Les modèles sont très variables en fonction des territoires. Au sein des collectivités, ce sujet est traité en transversalité : l'ANACEJ rencontre à la fois l'adjoint à l'enfance, l'adjoint à la jeunesse et l'adjoint à la démocratie locale. En réalité, c'est l'affaire de tous. **L'objectif est d'articuler les dispositifs pour que chacun trouve sa place et que les citoyens renouent avec les urnes.**

Enfin, **l'enjeu est de s'adapter à la diversité des jeunes rencontrés.** Par exemple, l'inclusion des jeunes en situation de handicap et des jeunes migrants est cruciale. L'engagement citoyen est un levier pour que les jeunes trouvent leur place au sein de la société. Pour eux, il est bien plus satisfaisant de participer à la vie de la cité que d'être dans le rejet et le repli sur soi. Il est donc nécessaire de multiplier les espaces de participation des plus jeunes et de les articuler au sein des collectivités territoriales.

- **Intervention d'Alexis Desvaux de Démocratie ouverte et de Julie Cayeux, Chargée de projet au sein de la Délégation aux Jeux Olympiques et Paralympiques du Département de la Seine-Saint-Denis :**

Depuis 2018, **le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis a commencé à travailler avec Démocratie ouverte pour l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques sur le département**, et notamment sur la **construction d'un héritage commun pour les jeunes.** Ainsi, le Conseil départemental et Démocratie ouverte tâchent de :

- **Faire émerger des propositions** et des prises de positions au sujet de l'accueil des Jeux
- **Créer un groupe de citoyens engagés de manière pérenne** autour de la dynamique des Jeux, et au-delà
- **Mettre les élus en capacité d'influencer les instances de décisions des Jeux** au nom de la légitimité démocratique

Avec la **Fabrique des Jeux**, une première étape a été lancée pour les jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE). Ils ont la possibilité d'exprimer leur opinion, de concevoir et de monter des projets pour répondre à leurs besoins, et ainsi de développer leurs compétences dans l'intelligence collective.

**Démocratie ouverte** est une association agissant auprès des collectivités territoriales et soutenant les enjeux de démocratie participative et locale. L'idée est de **se saisir des Jeux pour créer un impact positif sur les dynamiques de territoires, les habitants et les politiques publiques.** Pour cela, Démocratie ouverte sensibilise et acculture les élus, les agents et les éducateurs à ce sujet. L'expérimentation menée avec la Seine-Saint-

## COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE

### COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

Denis **articule activité sportive et démocratie**. Le 26 juin, aura lieu un évènement avec 60 jeunes de l'aide sociale à l'enfance pour concevoir un parcours d'épreuve articulant sport et intelligence collective. Cet évènement, ludique et coopératif, aura également pour but de développer les compétences suivantes : prise de parole en public, échange d'arguments raisonnés et connaissance des principes de décision collective. L'objectif est ensuite d'essayer cette façon de procéder à d'autres projets pour les jeunes de l'ASE, et enfin à tous les publics.

- **Intervention d'Audrey Fortassin, Directrice Générale de l'association Tous élus et de Raphaël Egger, Service civique au sein de Tous élus :**

**Tous élus est un mouvement citoyen lancé au printemps 2018 pour réoxygéner la démocratie**. Ce mouvement part du constat que la démocratie est à bout de souffle, notamment du fait du taux important d'abstention chez les jeunes. Toutefois, les citoyens sont prêts à s'engager pour leurs idées. L'objectif est ainsi qu'un **maximum de citoyens soient représentés dans le système, en cassant les barrières à l'engagement**. Désormais, l'association accompagne également celles et ceux œuvrant pour la justice écologique et sociale.

La déconnexion à la démocratie observée chez les jeunes amène Tous élus à défendre trois piliers d'action :

- La **sensibilisation** : Faire en sorte que les jeunes qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales le fassent, ateliers et jeux pour les éveiller à la vie politique, orientation à destination de jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) car ils sont souvent éloignés des sphères politiques
- La **mobilisation** : Un tour de France est effectué pour aller à la rencontre des jeunes, outils pour leur permettre d'interpeller les élus et formuler des propositions concrètes
- La **formation** : Aider les personnes sous-représentées à prendre une place sur les bancs à l'échelon local ou national

Dans la perspective des **élections municipales de 2020**, des formations ont été proposées aux personnes souhaitant devenir élus avec la **campagne « Pourquoi pas toi »**. Près de 2500 personnes se sont inscrites et ont été formées en ligne et en présentiel, notamment à prendre la parole en public. A l'issue de cette formation, **250 candidats se sont présentés aux élections dont 26 en tête de liste** : 30 ont été élus au premier tour et 70 au second tour. La moyenne d'âge des candidats formés par Tous élus est de 31 ans, et il y a 45% de femmes.

Actuellement, l'association se prépare à **former 577 jeunes avec une première promotion de 300 personnes pour les élections législatives de 2022**, dont 60% de femmes, 20% d'ouvriers-employés et 25% d'étudiants. Le but est notamment de **cibler les profils les moins présents sur les bancs de l'Assemblée**. La déconnexion de cette population est liée au fait qu'elle ne se sent pas suffisamment représentée, et c'est justement cette problématique que l'association entend résoudre. Le **manque de légitimité** est un facteur fréquemment évoqué : Tous élus tente de montrer que le système

## COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE

### COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

n'est pas bloqué, qu'il est possible de transformer les paroles en actes et permet à ces jeunes d'y croire.

#### QUESTIONS / REPONSES :

**Chantal Brault** : Les élus ont la responsabilité d'installer une culture de l'engagement citoyen chez les enfants dès leur plus jeune âge. A Sceaux, la municipalité reçoit des élèves de grande section de maternelle pour leur expliquer ce qu'est une mairie. Le travail doit se faire très tôt. Il existe également des formes d'engagements différents, comme les voyages solidaires.

**Comment recréer du lien avec un public très cloisonné, vivant en autarcie et ayant très peu de contact avec les élus ?**

- ➔ **Audrey Fortassin** : Pour toucher tous ces publics, la stratégie de Tous élus est de s'appuyer sur les acteurs associatifs locaux qui ont la confiance des habitants. Ces associations, telles qu'Unis-Cité ou Cité des chances, sont bien implantées au sein de ces espaces.
- ➔ **Raphaël Egger** : En effet, travailler avec le tissu local est un bon moyen de mobiliser ces jeunes. Grâce à ces associations, des ateliers de sensibilisation et des temps de jeux ludiques sont organisés. Les jeunes s'amuse et ne se rendent pas compte qu'ils font de la politique. Aussi, tout un espace de discussion est mis en place pour échanger sur les problèmes de légitimité. Cela fonctionne : souvent, les jeunes souhaitent à leur tour devenir bénévoles.
- ➔ **Marie-Pierre Pernette** : Même s'il y a eu des difficultés dans des territoires cumulant les problèmes, les collectivités territoriales n'ont pas abandonné. Des relais associatifs sont présents. Au sein des CME, il y a des représentants de tous les territoires car les enfants vont à l'école ensemble.
- ➔ **Alexis Desvaux** : Sur ce type de territoire, l'enjeu est de favoriser une pédagogie active. Au cours d'une expérimentation avec une commune, un stand « Agir ensemble » avait été installé dans l'espace public. Il faut parvenir à impliquer les citoyens et repenser la logique de guichet. Souvent, les jeunes issus de ces quartiers ont beaucoup de choses à dire et ressentent une forme de colère. L'objectif est donc d'instaurer une logique de co-construction, favorisant un premier pas vers la participation.

**Anne Gbiorczyk** : Faire s'engager les jeunes peut être compliqué. Aussi, les retours d'expérience peuvent être différents selon l'âge des participants. A Bailly-Romainvilliers, le CME fonctionnait très bien mais pour le CMJ, il était plus difficile d'aller chercher les jeunes et de les garder. Comment les accompagner sur la durée ?



## COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

➔ **Audrey Fortassin** : Il est vrai que l'engagement des jeunes est parfois très dilué : souvent, les 15-25 ans se sont engagés pour plusieurs projets associatifs en même temps. Pour autant, si aucun résultat n'est observable à court terme, ils ont tendance à se détourner de l'action. Une des solutions pourrait être de transformer la manière dont les résultats sont produits pour ces jeunes. Des web-séries peuvent être utilisées : ce sont de courtes vidéos pédagogiques traitant de sujets particuliers. L'inscription en ligne est gratuite et anonyme. Dans la visée des élections législatives, différentes associations ont été sollicitées pour toucher le public le plus éloigné : Politiqu'elles, Empow'Her, Lobby citoyen, Bleu Blanc Zèbre...

**Hervé Charnallet** : Le CMJ est un outil à disposition des élus pour favoriser l'engagement des jeunes, il est facile à mettre en place mais compliqué à faire durer dans le temps. Il faut faire preuve d'adaptation auprès de la jeunesse. Aussi, il faut opérer le travail de sensibilisation chez les plus jeunes dès la maternelle.

**Aude Gbiorczyk** : Que signifient des modes de concertation plus souples et une participation hybride ?

➔ **Marie-Pierre Pernette** : La participation hybride implique d'utiliser des outils numériques mais aussi d'assister à des sessions en présentiel. Aujourd'hui, on ne peut pas faire sans le numérique, mais pour autant, il doit être articulé avec les dispositifs en présentiel. Cela permet d'avoir plus de souplesse : par exemple, les rencontres peuvent se faire en fin de journée.

**CMEJ ERMONT** : En effet, il faut faire preuve de souplesse pour les CMEJ. Pour toutes les problématiques d'implication et d'abandon, ce sont les enfants eux-mêmes qui trouvent des solutions. A Ermont, une commission régulière et non obligatoire a été instaurée à la place d'une commission par thème tous les 15 jours : cela a porté ses fruits puisque 20 jeunes ont été réélus pour deux ans. Il faut aussi penser à des temps d'échange où les projets politiques ne sont pas abordés et où chacun peut livrer son ressenti, car les enfants aussi font face à des difficultés du quotidien.

**Alexis Desvaux** : Certaines communes utilisent-elles le tirage au sort sur des mandats plus courts au sein des CMEJ ?

➔ **Marie-Pierre Pernette** : Ce sont surtout les grandes collectivités qui peuvent utiliser le système du tirage au sort en faisant appel au volontariat. Cela a été instauré pour le conseil parisien de la jeunesse car il y avait énormément de volontaires.

## COMMISSION MIXTE EDUCATION / DEMOCRATIE LOCALE COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 7 MAI

### CONCLUSION :

**Chantal Brault** remercie tous les participants pour ces échanges très riches. Les élus peuvent puiser dans les expériences des uns et des autres, car tous sont confrontés aux mêmes préoccupations, bien que les attentes soient diverses en fonction des communes. L'objectif est le même : amener les jeunes, très tôt, à être parties prenantes à la vie de la cité. Les jeunes font preuve d'une grande solidarité et d'un intérêt envers les autres.

**Anne Gbiorczyk** salue le processus de cette commission mixte et l'intérêt de la transversalité. Il faut traiter ces sujets par la méthode des petits pas. Il n'y a pas d'âge pour commencer, mais il faut savoir faire preuve de souplesse pour que les jeunes s'engagent dans la durée. Ils veulent voir rapidement des effets concrets, alors que les politiques publiques peuvent être longues : c'est un aspect à surveiller avec beaucoup d'attention.

FIN DE LA SEANCE